



Direction des Libertés Publiques
25 MAI 2018

COGOLIN, le 17 mai 2018

Ministère de l'Intérieur  
DLPAJ  
Bureau des Libertés individuelles  
Sous-Direction des Libertés Publiques



18-027503-A

Place Beauvau

75 800 PARIS

DE L'INTERIEUR D.L.P.A.J.
29 MAI 2018
ARRIVÉE SDLP-BLI

MINISTÈRE DE L'INTERIEUR D.L.P.A.J.
25 MAI 2018
ARRIVÉE SDLP-BLI

MEL/SF

**Objet :** Utilisation caméras piétons

Messieurs,

Faisant suite à votre demande, conformément au Décret n° 2016-1861 du 23/12/2016 notamment l'article 10 sur le compte rendu de l'utilisation des caméras piétons par les agents de la Police Municipale dans le cadre de leurs interventions.

La Police Municipale par Arrêté Préfectoral du 20 mars 2017 est autorisée à porter de façon apparente et utiliser la caméra piétons dans l'exercice de leurs missions de prévention des atteintes à l'ordre public et de protection de la sécurité des personnes et des biens ainsi que de leurs missions de police judiciaire.

A ce jour, le port de la caméra piéton a bien été perçu par l'ensemble des administrés ainsi que par les fonctionnaires.

L'enregistrement audiovisuel a lieu lorsque se produit ou est susceptible de se produire un incident, eu égard aux circonstances de l'intervention ou au comportement des personnes concernées. Les personnes filmées sont informées du déclenchement de l'enregistrement qui n'est pas permanent, la finalité étant la prévention des incidents au cours des interventions des agents, le constat des infractions et la poursuite de leurs auteurs par la collecte de preuves.

Depuis la mise en service des caméras piétons, nous avons procédé à 12 heures d'enregistrement pour lesquelles nous n'avons pas eu de réquisition pour des extractions d'images lors de procédures établies.

Je vous prie de croire, Messieurs, en l'expression de ma haute considération.

COURRIER ARRIVÉ DLPAJ / SDLP
25 MAI 2018
BLI

Le Maire,

Marc-Etienne LANSADE.



HÔTEL DE VILLE

Place de la République - 83310 Cogolin

Tél. : 04 94 56 65 45 - Fax : 04 94 56 65 59